

Andrée Fortin, Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1993.

L'ouvrage d'Andrée Fortin, *Passage de la modernité*, est un livre-phare des années 1990. L'auteur analyse la transformation du rôle des intellectuels au Québec dans la longue durée, soit de 1778 à 1989, à partir de l'analyse de contenu de l'éditorial du premier numéro de 516 revues et journaux, un corpus considérable. L'entreprise est ambitieuse car il s'agit rien de moins que d'esquisser les contours de deux cents ans de vie intellectuelle et politique. L'auteure esquisse ainsi avec clarté l'émergence de la modernité québécoise.

En bonne sociologue, Andrée Fortin pose clairement les assises conceptuelles de sa démarche. « L'intellectuel est celui qui définit la situation, l'analyse de façon critique puis reformule des solutions, des propositions d'action » (p. 378). Le rôle de l'intellectuel québécois émerge au long du XIXe siècle et il se dissocie graduellement de celui du politicien, du journaliste ou du partisan. A travers les revues, les intellectuels élaborent une tradition de débats et luttent d'abord pour la liberté de parole. Ils seront par la suite au cœur des entreprises de fondation et de refondation de l'identité nationale. « Ces premiers intellectuels se donnent avant tout une mission politique et patriotique : fonder l'existence la spécificité du sujet québécois » (p. 378). Ils participeront par la suite à réaliser ce que Fernand Dumont a nommé la refondation nationale.

L'auteure avance que la fonction intellectuelle est intimement liée à la modernité. Pour elle, « l'intellectuel est immergé dans le social » (p. 2) et il participe de près à fonder l'identité collective au cours de trois périodes historiques différentes qu'elle nomme la pré-modernité, la modernité et la post-modernité.

La pré-modernité du Québec caractérise la période qui s'étend du XIXe siècle jusqu'à la fin de la guerre de 1914-18. Les intellectuels y émergent comme groupement et leur tâche est avant tout patriotique car ils fondent l'identité canadienne-française devant un autrui significatif privilégié : l'anglophone. C'est la période typique de l'ancien Canada français, un type de société qui a duré environ cent cinquante ans selon Fernand Dumont et les sociologues de l'École de Laval, avant son éclatement et son fractionnement qui prendra place à partir du milieu du XXe siècle.

La modernité québécoise s'étend sur ce que l'historien britannique Eric Hobsbawm a appelé « le court XXe siècle », plus précisément de la fin de la première guerre mondiale jusqu'à la veille du Référendum de 1980. L'analyse des revues montre clairement que la science imprègne les discours et l'action publique. Le politique détrône la tradition et l'État-providence se développe rapidement avec les utopies qui l'accompagnent, notamment celle de la société de participation pensée par le sociologue Gérard Fortin – le père de l'auteure, assez curieusement non cité dans l'ouvrage. Le Nous intellectuel s'affirme avec netteté dans cette période. Les débats d'idées prennent toute la place ainsi que les propositions de différents projets de société. « Avec la modernité, le besoin est davantage intellectuel : il s'agit de répandre non des savoirs précis mais des idées, d'éclairer des enjeux à l'intention des décideurs ou des votants » (p. 381). La référence au collectif reste centrale dans ces débats et les textes parlent au nom de toute une génération intellectuelle comme dans le cas de *Cité libre*.

Le paysage intellectuel change radicalement par la suite avec l'émergence de la post-modernité au tournant des années 1980. Les revues se multiplient dans la sphère des idées, la sphère artistique et la sphère scientifique. Les années 1970 à 1990 sont fastes sur le plan de la création des revues et journaux. Fortin conteste la thèse du « silence des intellectuels » qui a eu court un moment, car la prise de parole s'est au contraire démultipliée. Son interprétation est différente et plus convaincante, car elle montre qu'un nouveau rapport à la parole s'est mis en place au cours de cette période à la suite du triple échec qu'elle a décelé dans les discours des nouvelles revues. L'expertise promue dans la période de la modernité s'est muée en technocratisme, « le militantisme a buté sur les écueils et contraintes de la vie privée » (p. 380) et la visée scientifique est devenue académisme. Désormais, les revues portent sur des besoins spécifiques et le Nous qu'elles véhiculent reflète ses fondateurs et un public qui partage les mêmes idées. C'est le cas par exemple des revues féministes. Fortin résume bien le fil rouge de la post-modernité en parlant de l'éclatement du sujet collectif en sujets individuels, car le privé émerge comme enjeu. Mais l'analyse montre aussi que s'impose une refondation du Nous québécois plus inclusif qu'illustre bien l'émergence du vocable de nation québécoise qui remplace celui de nation canadienne-française. Cet aspect est cependant en filigrane dans l'ouvrage et avec le recul nous constatons qu'il a moins bien été cerné par l'auteure, qui a plutôt bien documenté la montée du Je à la place du Nous dans les discours. Malgré cette limite dans son analyse de la période contemporaine du moment de la rédaction, l'ouvrage a bien vieilli et il demeure une pierre incontournable dans l'histoire des idées au Québec.